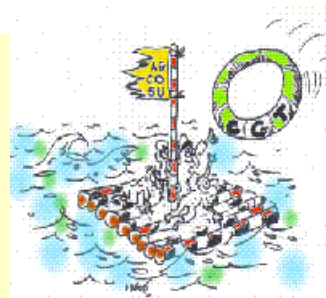




Le Trait d'Union.



Syndicat National des Agents des Douanes.
Interrégion de Nantes sept 2011

N°26

Rentrée ... de rigueur !

La rigueur s'installe partout, pressure les citoyens et les peuples. L'addition est au final toujours réglée par les mêmes et les fonctionnaires seront encore en première ligne.

La douane aussi continue à perdre des agents et des moyens.

Pire encore, le Gouvernement a annoncé dernièrement qu'il pourrait revenir sur l'affectation des gains financiers générés par les suppressions d'emploi. Ceux ci servaient en partie à financer un ensemble de mesures catégorielles.

Quel avenir pour nos concours spéciaux et nos promotions internes ?

Les élections arrivent, les élections sont là, vous allez devoir élire vos représentants qui vont se mesurer avec ceux désignés par l'administration, qui deviennent, signe des temps, de plus en plus inflexibles.

Demandez vous bien qui vous allez élire pour défendre vos intérêts, pour aller parfois croiser le fer avec l'état employeur ...

Nos représentants sont formés et accompagnés à l'occasion des CAP et sont à même de se mesurer avec l'administration si le besoin s'en fait sentir.

En dehors de considérations catégorielles, la CGT défend la Douane dans son ensemble, dans sa structure entière, car sans Douane, les douaniers ne servent plus à rien, que l'on soit DSD1 ou AC.

Nos représentants vous défendront dans les futurs Comités Techniques, qui remplacent désormais les anciens CTP.

Et oui, le dialogue social en région a vécu, s'éloigne de la base pour arriver au niveau de l'interrégion, qui prend déjà toutes les décisions vous concernant.

La CGT s'appuie sur son réseau, sur ses connaissances et sa grande expérience du terrain pour vous assurer la meilleure représentation possible et la défense la plus juste de vos intérêts.

Notre équipe représente l'ensemble des grades et des métiers de notre DI.

Cette fin d'année sera riche !

Une élection, l'arrivée d'un nouveau DI ... plus que jamais la CGT sera à vos côtés pour vous écouter et vous représenter.

Pour répondre à certaines OS qui se réveillent à quelques mois des élections, nous pouvons répondre sans crainte que ce travail, nous l'avons effectué tout au long de ce dernier mandat, en animant, réunions, RMIS et AG, partout dans la direction.

Nous essayons d'assurer aussi la meilleure information possible en rédigeant et diffusant « Le Trait d'Union » et autres publication CGT. 25 Numéros et 9 numéros spéciaux ont ainsi été diffusés depuis mars 2008. Ce qui représente un effort et un travail considérable.

Vous le voyez, nous sommes toujours présents à vos côtés.

Renouvelez nous votre confiance, votez et faites voter CGT !

La CGT douane exige :

- ➔ l'arrêt des suppressions d'emplois et de services
- ➔ une politique ambitieuse de recrutement
- ➔ une ambition affirmée pour une administration fiscale et économique au service de l'intérêt général

NOUS REVENDIQUONS POUR LES PERSONNELS

Surveillance

- Réécriture complète des instructions cadres sur la surveillance et les contrôles
- Reconnaissance réelle de la pénibilité : départ à la retraite à 55 ans sans surcotation
- Indemnité de risque : 110 points d'indice
- Aligement du régime indemnitaire sur celui des AG

AG/CO

- Retraite : départ à taux plein à 60 ans
- Départ anticipé pour les régimes de travail atypiques (nuits par exemple...)
- Prise en compte de la pénibilité du travail sur écran
- L'environnement de travail doit s'adapter à l'agent et non l'inverse (ergonomie, formations adaptées etc.)





Les crocs de la crise.

Le désordre du monde financier est un inquiétant signe des temps. Il révèle ce qu'on n'osait pas voir .

Nous avons bâti sur du sable, et bien des châteaux s'effondrent. . .

Des états qui sont par nature souverains, c'est à dire maîtres chez eux, vont au piquet comme des élèves penauds, et , par voie de conséquence, leurs peuples sont invités à conjuguer sur tout les temps le verbe « vivre dans l'austérité »

Mais qui apprécie le bien du mal, qui décide des notes, qui jette l'opprobre, qui condamne les mauvais élèves ?

Ce sont les fameuses agences de notation américaines, appartenant elles mêmes à des groupes financiers privés, et n'ayant donc aucune légitimité politique.

Ces mêmes agences, faut il le rappeler, n'avaient pas vu venir la crise financière de 2008, et s'étaient complètement plantées sur les valeurs « pourries » qui la précipitèrent.

A l'époque, les états pour sauver les meubles, avaient sauvé la finance, pouvait on raisonnablement croire que la finance aurait un jour la reconnaissance du ventre ???

Désormais, MOODY'S ou STANDART and POOR'S, hier si négligentes, redoublent de vigilance, les voilà d'une sévérité absolue avec les états, notamment les états européens, et leurs appréciations, qui n'engagent normalement qu'elles mêmes, tombent comme de véritables couperets.

Par un effet pervers, elles aggravent le mal qu'elles sont censées prévenir.

A la rubrique faits divers, on parlerait de pompiers pyromanes.

Faut il que le monde soit fou pour s'en remettre à ce genre d'experts !!!

Les créanciers privés seraient ils devenus les maîtres du monde ??? Rien de moins !

Puisqu'ils imposent leur conduite aux dirigeants politiques. Ces derniers ont beau se prévaloir de leur légitimité, les voilà condamnés à appliquer une politique qui n'est pas forcément la leur, ou, au mieux, à tailler dans ce qui faisait la chair de leurs promesses.

Ce « diktat » de l'extérieur était jadis réservé aux pays sous-développés, mis en tutelle par le fonds monétaire international et par la banque mondiale.

Aujourd'hui, par le biais des agences financières, la menace frappe les pays « riches » qui se croyaient à l'abri.

Les USA de Barack Obama, c'est-à-dire la première économie mondiale, restent, malgré le compromis de dernière heure, sous étroite surveillance.

Que dire de l'Italie et l'Espagne qui, après une accalmie de courte durée, redeviennent des proies favorites.

La nervosité des marchés, les bourses qui dégringolent, quand, par ailleurs, la croissance reste infiniment faible au point qu'une possible récession et le chômage qui va avec, menace les économies occidentales.

La crise nous tient dans ses crocs, peut on croire que demain nous en serons délivrés sans l'intervention du peuple ???

Le mouvement des indignés doit se développer, s'amplifier et s'étendre à l'ensemble de la planète.

Ne laissons plus la finance s'occuper de notre avenir.

L'emploi en miettes

Les chiffres du chômage du mois de juillet 2011 confirment bel et bien que la crise économique et sociale n'est pas terminée.

Avec plus de 36 000 demandeurs d'emploi supplémentaires pour le seul mois de juillet, soit 2 756 500 demandeurs d'emploi inscrits, et après deux mois consécutifs de forte hausse du chômage, la situation de l'emploi devient très préoccupante dans notre pays.

Toutes les catégories de la population sont touchées, mais encore une fois les jeunes, les femmes et les seniors sont les plus pénalisés par le chômage : + 1,4 % pour les jeunes, + 1,6 % pour les femmes et + 2% pour les seniors.

Le chômage des salariés âgés est particulièrement inquiétant puisqu'il connaît une hausse de près de 15% en l'espace d'un an et la réforme des retraites, de l'aveu de l'Unedic, en précipite un grand nombre vers les minima sociaux.

Autre élément significatif, l'explosion du nombre des offres d'emploi occasionnelles (durée inférieure à un mois) avec une hausse de 18,8 % en juillet. Ce qui confirme que le marché du travail est gangrené par le sous-emploi. Aujourd'hui, 1 actif sur 7 est au chômage ou en sous-emploi.

Ce n'est pas le plan d'austérité présenté en début de semaine par le premier ministre qui risque de restaurer la confiance et la croissance nécessaires au développement de

l'emploi.

La CGT considère avec force que le gouvernement devrait davantage se préoccuper de mettre en œuvre une politique publique plus volontariste pour l'emploi, que de répondre aux exigences des spéculateurs boursiers.

Asseoir une dynamique de l'emploi nécessite en premier lieu de revenir sur le slogan dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite afin d'arrêter la baisse continue de l'emploi dans le secteur public.

Il est urgent, ensuite, de mettre définitivement fin au dispositif des heures supplémentaires subventionnées à coup d'exonérations sociales et fiscales.

Le coût de cette mesure contre-productive (4,5 milliards d'euros) aurait permis de financer la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois chaque année.

Enfin, l'absence de « coup de pouce » au SMIC depuis cinq ans, ou encore le gel des traitements dans la fonction publique, pénalisent le pouvoir d'achat des salariés, donc la consommation et l'emploi.

La CGT continue de penser qu'une autre politique de l'emploi est nécessaire pour faire baisser le chômage de masse. Elle appelle l'ensemble des salariés, des demandeurs d'emploi et des retraités à se mobiliser dans les prochaines semaines.

Croissance économique

Il faut arrêter l'austérité et augmenter les salaires

Les derniers chiffres publiés par l'Insee confirment que notre économie a fait du surplace au deuxième trimestre de l'année. Le principal facteur en est le recul de la consommation des ménages, auquel s'ajoute un ralentissement de l'investissement des entreprises.

Dans ce contexte, pour donner des gages aux marchés financiers, le président de la République confirme que son gouvernement

va poursuivre la voie d'austérité en continuant notamment de réduire les dépenses publiques utiles.

C'est inadmissible et dangereux pour le pays, notamment pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

Une telle politique va aggraver les difficultés comme le montre l'exemple grec.

L'heure n'est pas à donner encore plus de

gage aux marchés financiers. Il faut au contraire mettre fin à leur dictat.

La Cgt réitère ses revendications. Pour sortir de cette crise dont les conséquences sociales risquent d'être plus graves encore, il faut produire et répartir autrement les richesses.

Il faut immédiatement arrêter le programme d'austérité dont le seul objectif est de rassurer les marchés financiers.

Il faut augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux pour accroître le pouvoir d'achat et la consommation des ménages, principal moteur de l'activité économique.

Il faut mettre en place une réforme fiscale pour réduire l'injustice sociale, augmenter l'impôt sur les riches et inciter les entreprises à augmenter l'emploi et l'investissement.

Il faut supprimer les niches fiscales et sociales inutiles pour dégager des ressources nécessaires au développement des infrastructures et des services publics de qualité.

Il faut empêcher les spéculateurs de profiter des crédits et de l'épargne disponibles pour gagner encore plus d'argent au détriment du pays.

Il faut créer un pôle financier public pour utiliser le crédit et l'épargne au service de

l'emploi, de l'investissement productif et de la politique industrielle.

Il faut taxer les transactions financières et utiliser ses recettes au service de la satisfaction des besoins sociaux en France, en Europe et au-delà.

La CGT appelle salariés, retraités et privés d'emploi à porter ces exigences notamment par une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.



COUP de GUEULE.

Somalie et moi et moi.

Ce qui se passe dans la corne de l'Afrique m'a remémoré la chanson de Dutronc, « et moi et moi . . . »

L'égoïsme des biens lotis n'a d'égal que leur vanité .

Cette famine était prévisible depuis plusieurs années et elle revient régulièrement.

Qu'a-t-on fait pour l'éviter ?

Rien. Aller sur la lune, s'offrir des gadgets les plus chers, etc . . .

Catholiques et musulmans qui donnent des leçons de « bien penser » devraient se demander s'ils auront droit au paradis.

Les rois du pétrole investissent dans le foot, la formule 1.

Les banques en pleine crise font des millions de bénéfices.

Et personne pour financer des stations de désalinisation et faire ce qu'il faut pour donner de l'eau aux pays qui en manquent.

Gaspillage chez les uns, pénurie chez les autres .

Honte à vous qui allez créer des stades de foot dans un désert et qui ne faites rien pour aider vos frères.

Info

DOUANES



Paysage Syndical.

Un nouveau né dans notre administration.

Contrairement à ce qu'affirme l'Union Syndicale des Douanes FO (SNCD et SND) dans sa Circulaire n° 2011-02 de Juillet 2011, tous ne s'est pas passé dans le meilleur des mondes, certains cadres mécontents de la décision du SNCD de se désaffilier de la CFE/CGC ont créé la CGC Douanes ouvert à la catégorie A et B.

CFDT, CFTC, CGC, CGT, SNCD FO, SND FO, SNDS, Solidaire et l'UNSA composent désormais le nouveau paysage douanier.

CAP A L'OUEST

FERMETURE DE LA BRIGADE DE LANNION

La Brigade des Douanes de LANNION a définitivement fermé ses portes le 30 juin 2011. Les 9 emplois lannionais ont été transférés à Plérin , siège de la Brigade de SAINT BRIEUC.

C'est dans ces locaux que sont aujourd'hui regroupés les derniers douaniers des CÔTES D'ARMOR (bureau et brigade).

Pourtant pendant plus d'un an, les agents de LANNION se sont collectivement mobilisés pour sauver leur brigade et démontrer la pertinence de son implantation géographique.

De l'invasion bruyante lors du CTPS DR le 22 juin 2010, au déplacement à NANTES des douaniers bretons en colère. Des alertes répétées en CHS DI 22, aux multiples interventions du médecin de prévention, en passant par une saisine de l'inspection du travail.

L'administration des douanes est restée sourde face au désarroi des agents restructurés et n'a respecté aucune règle du protocole d'accompagnement social prévu.

C'est dans l'indifférence générale de leur hiérarchie que les douaniers de LANNION ont pris leurs fonctions à SAINT BRIEUC au premier juillet dernier... avec comme ultime coup bas de devoir déménager eux même leur brigade sous peine de se voir mettre en journée couverte ou en Repos Hebdomadaire !

Face à cette restructuration imposée et à la façon dont elle a été menée, des actions vont continuer localement et dans les différentes instances pour maintenir une vigilance sur les conditions de travail (horaires, possibilité de covoiturage etc,,,) ainsi que sur les risques psychosociaux(déjà biens malmenés par cette restructuration, les agents vont s'épuiser à faire un trajet de 140kms par vacation de jour comme de nuit et quelques soient les conditions de circulation hivernale).

Inauguration de la Salle « Damien Rouillier » à la Direction régionale de Poitiers.

La grande salle de conférence de la DR de Poitiers a été baptisée en l'honneur de notre collègue et ami Damien Rouillier, le 7 septembre dernier, en présence de son épouse et de ses enfants, du DG, du DI et de l'ensemble des personnels.

En compagnie de FO et SOLIDAIRES, la CGT a participé activement au CHS spécial qui a permis de présenter des propositions devant amener à une meilleure sécurité des motards des Douanes.

Souvenons nous, notre Ministre de l'époque, M. Baroin avait été ému par cet accident et avait demandé au DG de s'impliquer personnellement et d'avancer sur ce dossier.

Nous attendons désormais des actions concrètes avec des modifications conséquentes du vestiaire motard et une amélioration notable des communications.

Le CHS spécial a pris exemple sur le dispositif existant dans la Gendarmerie. Nous y avons trouvé des équipements efficaces. Dans la mesure où la Douane se rapproche de la Gendarmerie sur le plan de la formation initiale des motards, notre administration aurait tout intérêt à gérer des commandes conjointes des équipements au niveau de la gestion des marchés publics.

Affaire à suivre, puisque nous attendons au final une décision du DG !

News de l' Intersyndicale CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires

Communiqué du jeudi 1er septembre 2011

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ».

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable.

La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la

défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.

- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011. Les organisations se retrouveront le 15 septembre 2011.



Bulletin d'adhésion

Si tu désires nous rejoindre remets ce bulletin et un RIB à un militant du SNAD CGT

Nom :

Prénoms :

Grade :

Indice :

Date de prise de rang dans l'échelon :

Date d'entrée dans l'administration :

Unité ou service :

Adresse Complète:

(afin de recevoir la presse syndicale)

Signature :

